

**SECRETARIAT GENERAL
pour les Affaires Régionales**

Saint-Denis, le 28 décembre 2018

ARRETE N° 2665

Réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié
dans le département de La Réunion pour le mois de janvier 2019

**Le préfet de La Réunion
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu l'article L. 410-2 du livre IV du code de commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence et le décret n° 2002-689 du 30 avril 2002 fixant ses conditions d'application ;

Vu les articles R671-14 à R671-22 du livre VI de la partie réglementaire du code de l'énergie contenant des dispositions relatives au pétrole dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté interministériel du 5 février 2014 relatif à la mise en œuvre des articles précités du code de l'énergie réglementant les prix des produits pétroliers ainsi que le fonctionnement des marchés de gros pour la distribution de ces produits dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015 fixant la réglementation des prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1636 du 27 juillet 2017 modifiant l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015 fixant la réglementation des prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2620 du 30 novembre 2017 modifiant l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015 fixant la réglementation des prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de La Réunion ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2318 du 27 novembre 2018 réglementant les prix des produits pétroliers et du gaz de pétrole liquéfié dans le département de la Réunion à compter du 1^{er} décembre 2018 ;

Vu la communication aux membres de l'observatoire des prix et des revenus en date du 28 décembre 2018 ;

Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales ;

ARRETE

Article 1 : Dans le département de La Réunion, le prix de vente maximal de certains hydrocarbures liquides et du gaz domestique, déterminé en application de la structure de prix résultant des dispositions des articles R.671-14 à R.671-22 du livre VI du code de l'énergie, de l'arrêté interministériel du 5 février 2014 et de l'arrêté préfectoral n° 1393 du 31 juillet 2015, est le suivant à compter du 1^{er} janvier 2019 à 0 H :

- SUPER	1,33 €/litre
- GAZOLE	1,06 €/litre
- GAZ BUTANE	16,25 €/bouteille
- GAZOLE NON ROUTIER	0,68 €/litre
- PETROLE LAMPANT	0,68 €/litre

Article 2 : Le prix de vente maximal du supercarburant et du gazole détaxés, destinés aux professionnels de la mer, est le suivant à compter du 1^{er} janvier 2019 à 0 H :

- SUPER CARBURANT	0,64 €/litre
- GAZOLE	0,68 €/litre

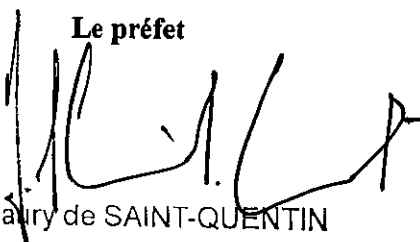
Article 3 : Pour information, ces prix de vente maximum se décomposent comme suit :

€/litre	SP	SP Bleu	GAZOLE	GNR	PL	Gazole Bleu	GAZ 12,5 KG
Prix maxi HT des importations	0,3647	0,3647	0,4108	0,4108	0,4108	0,4108	5,2834
Prix maxi TTC du passage	0,0188	0,0188	0,0188	0,0188	0,0188	0,0188	3,3769
Prix maximum, TTC, de distribution au stade de gros	1,2090	0,5188	0,9390	0,5590	0,5590	0,5590	14,6448
	marge maxi : 0,0932	marge maxi : 0,0848	marge maxi : 0,0870	marge maxi : 0,0888	marge maxi : 0,0945	marge maxi : 0,0888	marge maxi : 5,8622
	dont arrondi :	dont arrondi :	dont arrondi :	dont arrondi :	dont arrondi :	dont arrondi :	dont arrondi :
	-0,0017	-0,0012	-0,0005	-0,0031	-0,0005	-0,0019	-0,0043
Prix maximum, TTC, de distribution au stade de détail	1,3300	0,6400	1,0600	0,6800	0,6800	0,6800	16,2500
	marge maxi : 0,1210	marge maxi : 0,1210	marge maxi : 0,1210	marge maxi : 0,1210	marge maxi : 0,1210	marge maxi : 0,1210	marge maxi : 1,6052

Article 4 : L'arrêté préfectoral n° 2318 du 27 novembre 2018 est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général, le secrétaire général pour les affaires régionales, les sous-préfets de Saint-Benoît, Saint-Paul et Saint-Pierre, la directrice des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion, le colonel commandant la gendarmerie de La Réunion, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur de la Mer-Sud océan Indien, le directeur régional des douanes et droits indirects de la Réunion et tous agents dûment habilités en matière de prix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le préfet



Amaury de SAINT-QUENTIN